

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 02/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ONYX AUVERGNE RHONE AGENCE ST JEAN**

BP 73  
38110 La Tour-du-Pin

Références : 2024 - Is111-3SD  
Code AIOT : 0010400036

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE AGENCE ST JEAN implanté Impasse de la Bourbre ZI Le Chapelier 38110 Saint-Jean-de-Soudain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX AUVERGNE RHONE AGENCE ST JEAN
- Impasse de la Bourbre ZI Le Chapelier 38110 Saint-Jean-de-Soudain
- Code AIOT : 0010400036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ONYX AUVERGNE RHONE ALPES exploite à Saint Jean de Soudain une installation de tri, transit et regroupement de papiers et cartons, plastiques, métaux et ordures ménagères, autorisée

par l'arrêté préfectoral n°2009-08610 du 09 octobre 2009.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Une zone non imperméabilisée est présente sur le site, elle sert au stockage de bennes vides. Cette zone doit être conservée en l'état (sans imperméabilisation), car il s'agit d'une zone de délestage en cas de crue de la Bourbre.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rubriques de la nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
3	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
4	ARF et ETF	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande d'action corrective	1 mois
5	Rétention eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 4.2.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Mur coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 7.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande d'action corrective	6 mois
8	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
11	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
12	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	9 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet
10	Registres déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de la société ONYX AUVERGNE RHONE ALPES à Saint Jean de Soudain est autorisée par un arrêté préfectoral de 2009. Les activités et les quantités de déchets traités sur l'installation ont évolué et une mise à jour administrative tenant compte de l'évolution de la nomenclature ICPE est nécessaire.

Une prescription concernant la présence d'un mur coupe-feu sur la façade Nord du bâtiment d'exploitation n'est pas respectée. Pour autant, une mesure de protection compensatoire est mise en place (paroi intermédiaire pour entreposer et éloigner les déchets de ce mur). L'exploitant propose de réaliser une nouvelle étude des flux thermiques dans cette configuration dans un délai de 3 mois.

Plusieurs autres non-conformités ont été constatées et nécessitent des actions correctives dans un délai de un mois. En particulier, les installations de protection contre la foudre existantes doivent être mises en conformité.

Les autres demandes concernent les opérations de maintenance des moyens de lutte contre l'incendie, des installations électriques et des installations de protection contre la foudre, la justification du volume de la rétention des eaux d'extinction, la réalisation des analyses des rejets aqueux, la complétude du registre des déchets entrants, et les déclarations GEREP.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques			
Prescription contrôlée :			
Rubriques de l'arrêté préfectoral d'autorisation N°2009-08610 du 09 octobre 2009			
Rubrique	Description	Volume d'activité demandé	Régime
167-a	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères et des installations mentionnées à la rubrique 1735) : a) stations de transit		A
322-A	Ordures ménagères et		A

	autres résidus urbains (stockage et traitement des) A) stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710		
167-c	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères et des installations mentionnées à la rubrique 1735) : c) traitement ou incinération	110m <sup>2</sup>	A
286	Métaux (stockage et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc, la surface utilisée étant supérieure à 50m <sup>2</sup>	900m <sup>2</sup>	A
329	Papiers usés ou souillés (dépôts de), la quantité emmagasinée étant supérieure à 50t	120t	A
98 bis-B-2	caoutchouc, élastomères, polymères (dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de) B-installé sur un terrain isolé bâti ou non, situé à moins de 50m d'un bâtiment	150m <sup>3</sup>	D

	50m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers : 2. la quantité entreposée étant supérieure à 30m3 mais inférieure ou égale à 150m3		
1530-2	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant : 2. supérieure à 1000m3 mais inférieure ou égale à 20 000m3	1500m3	D
2260-2	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. supérieure à 100kW mais inférieure ou égale à 500kW	450kW	D
2711-2	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut. Le volume	300m3	D

	susceptible d'être entreposé étant : 2. supérieur ou égal ) 200m3 mais inférieur à 1000m3		
<b>Constats :</b>  L'Inspection constate que les activités aujourd'hui exercées au sein de l'établissement ne correspondent pas de manière stricte aux activités autorisées dans l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2009. Certaines rubriques ont évolué, de même que les volumes d'activité de l'entreprise dans différents secteurs. L'exploitant déclare notamment ne pas réaliser de broyage de déchets verts dans son établissement.			
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit proposer à l'Inspection des installations classées un tableau de classement de ces activités en rubriques de la nomenclature ICPE. Ce tableau doit faire apparaître selon les rubriques le volume, le tonnage ou la surface maximum susceptibles d'être présents sur le site. Ce tableau sera utilisé par l'Inspection des Installations Classées pour proposer au Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire de mise à jour de la situation administrative.			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective			
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois			

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</li> </ul> Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</li> </ul> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

#### **Constats :**

L'Inspection constate que l'exploitant dispose d'un plan des bâtiments et aires de gestion des produits et déchets. Ce plan n'est cependant pas à jour et ne correspond pas à la disposition actuelle des activités. Ce n'est pas satisfaisant.

L'Inspection constate que des extincteurs sont présents et répartis sur tout le site. Un poteau incendie privé connecté au réseau communal est présent. Il peut être connecté à une colonne sèche permettant ainsi d'assurer la défense incendie sur l'ensemble du site. Un document justifiant de la capacité de ce poteau à fournir un débit de 63m<sup>3</sup>/h a été présenté par l'exploitant. C'est satisfaisant.

L'exploitant déclare que les installations de lutte contre l'incendie sont régulièrement vérifiées et maintenues. Les rapports d'intervention des opérations de vérification de mars 2023 ont été transmis, et ceux d'avril 2024 ont été consultés au cours de la visite. Ces rapports ne sont pas assez conclusifs : lorsqu'une défaillance est constatée, sa correction n'est pas précisée. L'Inspection constate également que les extincteurs n'ont pas été vérifiés en avril 2024. Ce n'est pas satisfaisant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire réaliser la vérification des extincteurs du site. Il doit également s'assurer que les rapports d'interventions des opérations de vérification sont conclusifs et permettent de connaître de manière certaine l'état de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie.



Observation : Le poteau incendie semble pouvoir être connecté à la colonne sèche et à une lance directement. La possibilité de délivrer 60m3/h de débit à la fois dans la lance et dans la colonne n'a pas été démontrée. L'exploitant peut utilement prendre contact avec le SDIS pour établir un plan ETARE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Installations électriques et mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant fait contrôler ses installations électriques. Le rapport présenté date de janvier 2024 et relève la nécessité de remplacer une prise et d'en refixer une autre. Ces réparations ont été effectuées en février 2024. Le contrôle précédent a eu lieu en décembre 2022.</p> <p>L'exploitant procède également à des vérifications foudre. Le dernier rapport date de juillet 2023 et relève que le compteur d'impact ne fonctionne pas et que la valeur d'une prise de terre n'est pas conforme. L'intervention concernant la prise de terre a été effectuée en novembre 2023, mais l'exploitant n'a pas pu présenter à l'Inspection un rapport démontrant que cette intervention a permis de résoudre la non-conformité. L'Inspection constate enfin que le compteur d'impact n'a pas été remplacé. Il est par ailleurs situé en hauteur et n'est pas aisément lisible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit faire remplacer et déplacer le compteur d'impact de foudre. Il doit également s'assurer de disposer de rapports d'intervention conclusifs afin de connaître précisément l'état de l'installation électrique et des installations de protection contre la foudre. Il doit également planifier ses interventions de manière à s'assurer de respecter la périodicité annuelle des contrôles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : ARF et ETF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre [...]. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'Inspection des Installations Classées l'Analyse de Risque Foudre et l'Etude Technique Foudre de 2021. Ces documents ont été réalisés en vue d'une extension qui n'a pas été réalisée.  L'Inspection constate plusieurs non-conformités signalées dans l'ETF, reprises ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de système de test de la tête du PDA (Paratonnerre à dispositif d'amorçage) ;</li> <li>• L'implantation actuelle du PDA (élévation à revoir) ne permet pas une couverture complète du bâtiment centre de tri et des 2 extensions.</li> <li>• Absence d'accès en toiture pour la vérification des moyens de fixations du PDA ainsi que le cheminement des conducteurs de descentes.</li> <li>• Valeurs de prise de terre supérieures à 10 ohms</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées une Analyse du Risque Foudre et une Etude Technique Foudre applicables à l'établissement dans sa configuration actuelle. Il doit également mettre en conformité les installations de protection contre la foudre et justifier de cette mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Rétention eaux polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 4.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) pourront être isolés du milieu naturel et des réseaux communaux de manière aisée. Le volume de rétention ainsi créé devra avoir une capacité d'au moins 543m <sup>3</sup> . Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

<p>La rétention doit être maintenue au niveau le plus bas techniquement admissible.</p> <p>Il est interdit d'utiliser comme rétention les voiries de desserte, ainsi que celles destinées à la circulation des engins et des personnels des équipes de secours. De plus, les quais de chargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. Dans ce cas, la hauteur maximale d'eau ne devra pas excéder 20cm afin d'assurer la sécurité des intervenants.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate que le site dispose d'une capacité de rétention devant le bâtiment de stockage, constituée par des merlons et la topographie du site.</p> <p>La vanne permettant d'isoler le site vis-à-vis du milieu naturel est signalée par un panneau, et le bon fonctionnement de cette vanne manuelle a été testé. C'est satisfaisant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit indiquer précisément sur un plan la zone servant de rétention et fournir à l'Inspection des installations classées un justificatif du volume de la capacité de rétention ainsi créée. La hauteur d'eau maximale sur la zone lorsque la rétention est pleine doit également être justifiée.</p> <p><b>Observation :</b> La signalisation de la vanne de sectionnement peut être améliorée, la vanne étant aujourd'hui à une quinzaine de mètres du panneau.(cf planche photos)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Mur coupe-feu

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 7.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La façade Nord du bâtiment d'exploitation est équipée d'un mur coupe feu de degré 2 heures afin de maintenir les flux thermiques <math>8\text{kW/m}^2</math> à l'intérieur du site. L'exploitant prend toutes mesures utiles telles qu'acquisition des terrains ou servitudes amiables pour que les zones de flux <math>3\text{kW/m}</math> et <math>5\text{ kW/m}^2</math> soient inconstructibles (7 mètres au minimum).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection des Installations Classées constate que la façade Nord du bâtiment d'exploitation n'est pas construite en mur coupe-feu 2h.</p> <p>L'exploitant déclare que l'étude de danger de 2008 montrait que les flux thermiques de <math>8\text{kW/m}^2</math> restent à l'intérieur du bâtiment si les stocks de déchets sont situés à une distance de 3 à 4 mètres de la façade Nord.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit actualiser les calculs de flux thermiques au sein du site, en tenant compte de la disposition actuelle (localisation des stocks de déchets, quantité maximale susceptible d'être présente, murs de type "Lura", etc.) ; afin de démontrer l'atteinte des objectifs liés aux flux thermiques par des moyens équivalents à ceux prescrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce document doit être transmis à M. le Préfet de l'Isère.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Mesures périodiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que des analyses semestrielles sont réalisées en sortie du débourbeur avant rejet au milieu et que des analyses annuelles sont réalisées en amont et en aval du point de rejet dans la Bourbre. Ces fréquences d'analyses sont satisfaisantes. Seuls les résultats des analyses de mai 2024 en sortie du débourbeur ont été transmis à l'Inspection des Installations Classées. La fréquence déclarée des analyses n'est ainsi pas démontrée.</p> <p>L'exploitant déclare que les eaux en sortie du second débourbeur situé au niveau de l'aire de lavage sont évacuées directement vers la fosse septique avec les eaux usées.</p> <p>Le rapport d'analyses transmis n'indique pas clairement à la sortie de quel débourbeur les prélèvements ont été effectués, et indique que le milieu récepteur est le réseau d'assainissement. Ce n'est pas satisfaisant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser au second semestre 2024 des analyses de la qualité des eaux en sortie du ou des débourbeurs qui rejettent au milieu et transmettre les résultats à l'Inspection des Installations Classées. Le rapport d'analyse doit faire apparaître clairement à la sortie de quel débourbeur les prélèvements ont été réalisés (au moyen d'un plan ou d'un schéma par exemple, ou en utilisant le nom ou le référencement présent sur le plan des réseaux mis à jour).</p> <p>L'exploitant doit également transmettre les résultats de l'analyse annuelle de la qualité des eaux de la Bourbre en amont et en aval du point de rejet.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 8 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2009, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bacs de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...)</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni à l'Inspection des installations classées un plan des réseaux de collecte des effluents. Celui-ci ne fait pas apparaître la destination des eaux en sortie du débourbeur de l'aire de lavage, mais indique la présence d'une "cuve", sans préciser s'il s'agit de la fosse septique. En sortie de l'autre débourbeur, les rejets sont dirigés vers la limite du site, mais le plan n'indique pas s'il y a rejet au milieu ou si le réseau se prolonge. Par ailleurs, les deux débourbeurs sont tous les deux nommés "déchuilheur/déboureur", ce qui ne permet pas de les différencier lorsqu'on y fait référence dans des documents (rapports d'analyse de la qualité des rejets par exemple). Ce n'est pas satisfaisant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux (eaux usées et eaux pluviales) et le transmettre à l'Inspection des installations classées. Ce plan doit identifier clairement le devenir des rejets en sortie de chaque déboureur, et référencer de manière unique chaque déboureur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Admissibilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion déchets réceptionnés
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate que les déchets arrivant sur le site sont contrôlés après leur déchargement par un agent qui vérifie que les déchets entrant correspondent à la déclaration du chauffeur. Si les déchets ne sont pas conformes, l'agent procède à un déclassement et en informe le client (photos à l'appui), puis tri les déchets pour les stocker dans un lieu adapté. C'est satisfaisant.</p> <p>L'Inspection constate également que le site dispose d'un portique radiologique vérifié périodiquement. C'est satisfaisant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation :</b> La procédure permettant d'accepter les déchets sur le site et de procéder à leur déclassement le cas échéant repose sur l'exactitude de la base de donnée. Celle-ci doit donc être mise à jour aussi souvent que nécessaire, notamment en cas d'évolution des contrats avec les clients.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Registres déchets entrants**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <p>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de</li> </ul>

Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### Constats :

L'Inspection constate que dans les extraits de registre transmis par l'exploitant, les dates de réception au sein du registre sont indiquées avec le formalisme mm/jj/aaaa tandis que celles en en-tête du document sont renseignées en jj/mm/aaaa. Cela peut-être une source d'erreur.

Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu accéder aux registres réglementaires demandés par l'Inspection, car la personne utilisant habituellement le logiciel était absente. Ceux-ci ont été transmis ultérieurement.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Observation :** L'exploitant doit s'assurer que ses outils de suivi des déchets entrants et sortants sont maîtrisés par au moins 2 personnes dont l'absence ne peut être simultanée, afin d'assurer le respect des exigences réglementaires même en cas d'absence des opérateurs habituels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Etat des matières stockées.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  L'Inspection constate que l'exploitant tient un état des stocks mensuel. En cas de sinistre, il est difficile d'obtenir rapidement une estimation de la quantité de chaque type de déchets. Ce n'est pas satisfaisant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit se munir d'un moyen d'évaluer efficacement son état des stocks à tout instant.  Par ailleurs, en application de l'article 13-IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018, l'exploitant doit au 1er janvier 2025 tenir un état des stocks hebdomadaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :  <ul style="list-style-type: none"><li>• les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non,</li></ul>



canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d' " injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;
- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;
- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;

- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;
- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

**Constats :**

L'Inspection des installations classées constate que l'exploitant n'effectue pas de déclaration sur l'application GERE. Ce n'est pas satisfaisant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser une déclaration annuelle sur l'application GERE. La déclaration de l'année 2024 doit être transmise avant mars 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 9 mois